

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 10 (1892)
Heft: 275

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

(inkl. Porto)
Schweiz: Jährlich Fr. 6, 2^{tes} Semester Fr. 3. — Postverein: Jährlich Fr. 16, 2^{tes} Semester Fr. 8.
In der Schweiz kann nur bei der Post abonniert werden; im Ausland auch durch Postmandat an die Administration des Blattes in Bern.
Preis einzelner Nummern 25 Cts.

Abonnements:

(Port compris)
Suisse: un an fr. 6, 2^e semestre fr. 3
Union postale: un an fr. 16, 2^e semestre fr. 8.
On s'abonne en Suisse exclusivement aux offices postaux; à l'étranger aux offices postaux ou par mandat postal à l'Administration de la feuille à Berne.
Prix du numéro 25 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

<p>Versendung regelmässig <i>Mittwoch</i> und <i>Samstag</i> Abende. Nach Bedürfnis erscheint das Blatt auch an andern Tagen.</p>	<p>Redaktion und Administration im schweizerischen Departement des Auswärtigen, Abtheilung Handel.</p>	<p>Rédaction et Administration au Département fédéral des Affaires étrangères, Division du commerce.</p>	<p>La feuille est expédiée régulièrement les <i>mercredi</i> et <i>samedi</i> soir; elle paraît en outre d'autres jours suivant les besoins.</p>
<p>Insertionspreis: Halbe Spaltenbreite 30 Cts., ganze Spaltenbreite 50 Cts. per Zeile. Inserate werden von der Administration des Handelsamtsblattes in Bern, sowie von den Annoncen-Agenturen angenommen.</p>		<p>Prix des annonces: La petite ligne 30 cts., la ligne de la largeur d'une colonne 50 cts. Adresser les annonces à l'Administration de la feuille à Berne ou aux agences de publicité.</p>	

Inhalt — Sommaire.

Titre disparu (Abhanden gekommener Werthtitel). — Handelsregister. — Registre du commerce. — Transporteinnahmen der schweizerischen Eisenbahnen. — Recettes des transports de chemins de fer suisses. — Fabrik- und Handelsmarken. — Marques de fabrique et de commerce. — Expéditions provisoires des marchandises d'origine française. — Schuldbetreibung und Konkurs. — Poursuite pour dettes et de faillite. — Deutsche Reichsbank.

Amtlicher Theil. — Partie officielle.

Abhanden gekommene Werthtitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

Première publication.

Par requête adressée le dix décembre mil huit cent nonante-deux, Monsieur Claude Jacquet, cordonnier, domicilié à la Terrassière, n° 21, c^{me} des Eaux-Vives, agissant tant en son nom personnel que comme chef de la communauté de biens qui existe entre lui et sa femme, née Françoise Bufflier, et au besoin à la requête de cette dernière, ont demandé au Tribunal de première instance de la république et canton de Genève, l'annulation de: a. Neuf cédules hypothécaires nominatives au nom de Claude Jacquet et Françoise Bufflier, sa femme, portant les numéros suivants: 1^o n° 24560, au capital de cinq mille francs, munie d'un coupon 4 %, en deux cents francs, payable le vingt janvier 1893; 2^o n° 24561, au capital de mille francs, munie d'un coupon 4 % en quarante francs, payable le vingt janvier 1893; 3^o n° 24562, au capital de deux cent cinquante francs, munie d'un coupon 4 %, en dix francs, payable le vingt janvier 1893, toutes trois émission du vingt janvier 1888; 4^o n° 28181; 5^o n° 28182, toutes deux au capital de mille francs chacune et munies de deux coupons 4 % en quarante francs, payables le dix janvier des années 1893 et 1894, émission du 10 janvier 1889; 6^o n° 790; 7^o n° 791, toutes deux au capital de mille francs chacune et munies d'un coupon 3 1/2 %, en trente-cinq francs, payable le quinze février 1893, émission du quinze février 1890; 8^o n° 1807 et 9^o n° 1808, toutes deux au capital de mille francs chacune et munies de trois coupons 3 1/2 %, en trente-cinq francs, payables le vingt-huit février des années 1893, 1894 et 1895, émission du vingt-huit février 1892; b. un livret de dépôt de la Caisse hypothécaire de Genève, portant le numéro 5500, arrêté et soldant à leur crédit à la somme de deux mille sept cent trente-huit francs dix centimes, au trente-un décembre 1891; c. quatre certificats de dépôts du comptoir d'escompte de Genève à trois ans, portant intérêts au taux de 3 1/2 % l'an, payable par semestre, au nom de Claude Jacquet, et au capital de mille francs chacun et portant les nos 3669, muni d'un coupon payable le trente-un août 1892 et échéant à cette date; 3792, muni de deux coupons payables le vingt-cinq octobre 1892 et le vingt-cinq avril 1893 et échéant le vingt-cinq avril 1893; 3961, muni de trois coupons payables le vingt-trois janvier et le vingt-trois juillet 1893 et le vingt-trois janvier 1894, et échéant le vingt-trois janvier 1894; et 4142, muni de cinq coupons, payables le vingt-trois novembre 1892, le vingt-trois mai et le vingt-trois novembre 1893 et le vingt-trois mai et le vingt-trois novembre 1894, et échéant le vingt-trois novembre 1894; d. un certificat de dépôt du Comptoir d'escompte de Genève à trois ans, portant intérêts au taux de 3 1/2 % l'an, payable par semestre au nom de Claude Jacquet, au capital de dix-huit cents francs et portant le n° 4210 muni de six coupons payables le sept juillet 1892, les sept janvier et sept juillet 1893, les sept janvier et sept juillet 1894, et le sept janvier 1895, et échéant le sept janvier 1895; e. deux certificats de dépôts de la Banque de Genève, portant intérêts au taux de 3 % l'an, au capital de deux mille francs chacun, au nom de Claude Jacquet et portant les numéros 2980, créé le vingt-cinq février 1892, échéant le vingt-cinq février 1895 et muni de coupons, et 3039 créé le trente juin 1892, échéant le trente juin 1895 et muni de coupons, lesdits titres avec leurs coupons et livret leur ont été volés le cinq novembre mil huit cent quatre-vingt-douze.

Par ordonnance rendue le treize décembre 1892, le Tribunal de première instance de Genève ordonne au détenteur inconnu des titres, livret et coupons susénumérés de les produire et de les déposer au greffe du Tribunal de première instance du canton de Genève, sis au Palais de justice, Place du Bourg-de-Four, dans le délai de trois ans à dater du jour de la première publication, faute de quoi l'annulation de ces titres, livret et coupons sera ordonnée.

Genève, le 26 décembre 1892.

Pour extrait conforme:
Le Commis-Greffier du Tribunal,
Girardet.

W. 137.

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Kanton Bern — Canton de Berne — Cantone di Berna

Bureau Bern.

1892. 26. Dezember. Inhaber der Firma **J. P. Rytz** in Bern ist Johann Peter Rytz von Ferenbalm, in Bern. Natur des Geschäfts: Conditorei- und Confiturerfabrik. Geschäftslokal: Zähringerstrasse 63 und Gesellschaftsstrasse 29.

26. Dezember. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Streiff-Sigrist** in Bern (S. H. A. B. 1883, pag. 38) ändert gemäss Art. 902 O. R. auf 1. Januar

1893 ihre Firma ab in **Streiff & C^o**. In die Gesellschaft tritt auf genannten Zeitpunkt als Socius ein Jacques Streiff von Diesbach, Kt. Glarus, in Bern.

27. Dezember. Der Verwaltungsrath der **Société Laitière des Alpes Bernoises (Berneralpen-Milchgesellschaft)** in Bern (S. H. A. B. 1892, pag. 465) hat Kraft der ihm laut Art. 8 der Statuten zustehenden Befugnisse Emanuel Muheim von Altorf, in Luzern zum Direktor der Gesellschaft gewählt und ihn in dieser Eigenschaft zur Führung der Gesellschaft, sowie zur Einzelzeichnung für dieselbe ermächtigt. Herr Muheim ist in Folge seiner Ernennung aus dem Verwaltungsrath der Gesellschaft ausgetreten, an seine Stelle als Sekretär der Gesellschaft wurde vom Verwaltungsrathe gewählt Hans Pflyfer von Altschöfen von und in Luzern; Präsident der Gesellschaft und des Verwaltungsrathes bleibt Oberstlieutenant Jean von Wattenwyl von und in Bern.

27. Dezember. Unter der Firma **Gysin & Jeanloz** in Bern haben Traugott Gysin von Basel und Albert Jeanloz von Roche (Amtsbezirk Münster), beide in Bern, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Januar 1893 ihren Anfang nimmt. Natur des Geschäftes: Handlung mit Flaschenbieren.

Bureau Buren.

26. Dezember. Im Verwaltungskomitee der **Aktiengesellschaft der Evangelisch-Taufgesianten**, mit Sitz in Diesbach (S. H. A. B. 1886, Nr. 43, pag. 307) sind folgende Veränderungen eingetreten: der frühere Kassier Niklaus Schneider ist infolge Todes ausgeschieden und ersetzt worden durch den bisherigen Sekretär Fried. Schneider von Diessbach, Negotiant in Busswyl. Als Sekretär wurde gewählt Paul Gyax, von Herzogenbuchsee, wohnhaft in Lyss. Sonst erleidet das Komitee keine Veränderungen.

Bureau de Courtelary.

26 décembre. La raison **Ch. Albert Wuilleumier**, épicerie, mercerie et quincaillerie à Tramelan (F. o. s. du c. du 6 mars 1883, page 239), est éteinte ensuite de renonciation du titulaire.

26 décembre. Le chef de la maison **Richard Gaudemar** à Tramelan, est M. Richard Gaudemar, originaire de Colmar, demeurant à Tramelan-dessus. Genre de commerce: Droguerie, produits pharmaceutiques et épicerie. Bureau: Tramelan-dessus.

26 décembre. La raison **H. Fallet**, fabrication d'horlogerie à St-Imier (F. o. s. du c. du 13 juin 1891, page 545), est éteinte ensuite du départ du titulaire.

Bureau Langnau (Bezirk Signau).

24. Dezember. Die Firma **Gebrüder Probst (Probst frères — fratelli Probst)** in Langnau (S. H. A. B. Nr. 16 vom 9. Februar 1883, pag. 115) erlischt auf 1. Januar 1893 in Folge Ausscheidens des einten Gesellschafters Christian Probst. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «Gust. & H. Probst» in Langnau.

Der einte der bisherigen Gesellschafter, Gustav Probst von Langnau, wohnhaft daselbst, und Hans Friedrich Probst von und wohnhaft zu Langnau, haben unter der Firma **Gust. & H. Probst** in Langnau eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit 1. Januar 1893 ihren Anfang nimmt. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma Gebrüder Probst in Langnau. Natur des Geschäftes: Käsehandlung en gros. Die Firma Gust. & H. Probst ertheilt Prokura an Rudolf Weber von Menziken (Kt. Aargau), wohnhaft in Langnau.

Bureau Schlosswyl (Bezirk Konolfingen).

22. Dezember. Die Firma **Rud. Joho**, Spenglerwerkstätte, Glas-, Porzellan- und Blechwaarenhandlung in Grosshöchstetten (S. H. A. B. Nr. 60 vom 25. April 1883, pag. 473) ist in Folge Absterbens des Inhabers Rudolf Joho von Schinznach erloschen.

Dessen Söhne Eduard und Theodor Joho in Grosshöchstetten haben unter der Firma **Gebr. Joho**, Blechwaaren-, Frucht- und Düngerhandlung, in Grosshöchstetten eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit 1. Januar 1893 ihren Anfang nimmt. Zur Zeichnung für die Firma sind beide Gesellschafter berechtigt.

Kanton Luzern — Canton de Lucerne — Cantone di Lucerna

1892. 26. Dezember. Die Kollektivgesellschaft unter der Firma **Käserbaugesellschaft in Niederwil zu Roggliswil** mit Sitz in Roggliswil (Gesellschafter: Melchior Aerni, Albin Aerni, Philipp Blum, Johann Vogel, Johann Kleeb, Melchior Vonesch, Johann Geiser, Sales Geiser, Leonz Erni, Joseph Herzig, Jakob Fahler, Vinzenz Erni, Xaver Bärenbold, Johann Frank, Joseph Kleeb und Joseph Erni) (S. H. A. B. vom 13. Februar 1883, pag. 438) hat sich aufgelöst; die Firma ist erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Genossenschaft unter der Firma «Käserbaugesellschaft in Niederwil zu Roggliswil».

Unter der Firma **Käserbaugesellschaft in Niederwil zu Roggliswil** mit Sitz in Niederwil zu Roggliswil besteht auf unbestimmte Dauer eine Genossenschaft, welche die bestmögliche Verwerthung der verfügbaren Milch zur Gewinnung von Molkereiprodukten bezweckt, sei es durch Selbstbetrieb einer Käserei, oder durch Verkauf an einen Uebernehmer. Die Statuten sind am 29. Mai resp. 15. Dezember 1892 festgestellt worden. Mitglieder sind vorab die der erloschenen Käserbaugesellschaft angehört habenden Mitglieder. Für später Eintretende ist die Unterzeichnung der Statuten oder einer darauf bezughabenden Erklärung und Aufnahme durch die Genossenschaftsversammlung nothwendig. Die Mitglieder haben sich zu einer bestimmten Milchlieferung zu verpflichten und ein von der Genossenschaft zu bestimmendes Eintrittsgeld zu entrichten. Die Mitgliedschaft geht auch ohne Weiteres auf die Erben eines Mitgliedes resp. den oder die Liegenschaftsbesitzer über. Die Mitglieder haben die Pflicht, ihren Nachfolgern im Liegenschaftsbesitz, Käufern sowie Pächtern, Verwaltern, Nutzniessern etc. den Eintritt bezw. die Milchlieferung zur Pflicht

und Vertragsbedingung zu machen. Derart Neueintretende haben kein Eintrittsgeld zu bezahlen. Die Mitgliedschaft erlischt durch freiwilligen Austritt nur am Ende des Jahres, sofern eine bezügliche Erklärung vor dem 15. September abgegeben wird, durch Tod, Ausschluss und Konkurs. Ein direkter Geschäftsgewinn wird nicht beabsichtigt. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften deren Mitglieder persönlich und solidarisch. Die Organe der Genossenschaft sind die Genossenschaftsversammlung, bei welcher auch die sogenannten Gastbauern, Personen, denen ohne Mitgliedschaft die Berechtigung zur Milchlieferung zusteht, Stimmrecht haben, der Vorstand und die Rechnungsrevisoren. Der Vorstand, bestehend aus drei Mitgliedern, leitet die Genossenschaft und vertritt dieselbe nach Aussen. In dessen Namen führen Präsident und Schreiber die verbindliche Unterschrift für die Genossenschaft in kollektiver Zeichnung. Präsident ist Melchior Vonesch von Oberkirch; Kassier und Schreiber ist Johann Erni von Roggliswil; das weitere Mitglied ist Friedrich Rieser von Dürrenroth, alle in Roggliswil.

26. Dezember. Die Firma **Joseph Wicki sel. Erben** in Schüpfheim (S. H. A. B. vom 16. April 1883, pag. 424) ist in Folge Verzichtes der Inhaberin, Wittve Wicki, erloschen.

26. Dezember. Die Firma **Ignatz Thüring** in Luzern (S. H. A. B. vom 22. Januar 1883, pag. 39, und vom 12. Februar 1891, pag. 121) ist in Folge Verzichtes des Inhabers, Louis Pfyffer-Göldlin, erloschen.

26. Dezember. Die Firma **Kasp. Hug, Ziegler** in Kriens (S. H. A. B. vom 28. September 1887, pag. 746) ist in Folge Verpachtung des Geschäftes erloschen.

27. Dezember. Aus der Kollektivgesellschaft unter der Firma **Siegrist & Burri** in Luzern (S. H. A. B. vom 12. Februar 1887, pag. 408) ist Wittve Elise Siegrist-Burri als Gesellschafterin ausgetreten. Dafür tritt ein Otto Siegrist, Sohn, von Rafz (Zürich), wohnhaft in Luzern. Geschäftslokal: Bürgerstrasse 20.

Kanton Zug — Canton de Zoug — Cantone di Zugo

1892. 26. Dezember. Die Firma **Gebrüder Hediger** in Zug (S. H. A. B. vom 16. März 1883, pag. 288), ist in Folge Aufgabe des Geschäftes nach durchgeführter Liquidation erloschen.

26. Dezember. Der Inhaber der Einzelfirma **Speck-Stadler** in Zug (S. H. A. B. vom 16. Februar 1883, pag. 151), Josef Speck-Garnin von und in Zug ändert auf 1. Januar 1893 seine Firma gemäss Art. 902 O. R. ab in **Speck-Garnin, früher Speck-Stadler**. Natur des Geschäftes: Branntweimbrennerei, Spezialität: Zuger Kirschwasser und Handlung in Landesprodukten.

Kanton Freiburg — Canton de Fribourg — Cantone di Friburgo

Bureau de Fribourg.

1892. 26. décembre. La raison **Louis Pfanner**, à Fribourg (F. o. s. du c. de 1883, page 475), est éteinte ensuite de renonciation de son chef.

Charles Pfanner de Sulzberg (Tyrol), demeurant à Fribourg, a repris la suite des affaires ainsi que l'actif et le passif de la maison radiée et continue le même commerce sous la raison **Chs Pfanner**, à Fribourg.

26. décembre. La raison **J. C. Meyer**, à Fribourg (F. o. s. du c. de 1883 page 456), est éteinte ensuite de renonciation des titulaires. La procuration conférée à J.-Charles Meyer cesse, par conséquent, d'être en vigueur.

Jean-Charles Meyer de Schaffhouse, demeurant à Fribourg, a repris, dès le 20 septembre 1892, l'actif et le passif de la maison radiée et continue celle-ci sous la raison **J. C. Meyer**, à Fribourg. Genre de commerce: Papeterie, fournitures d'école et de bureau, jouets d'enfants. Bureau et magasin: 70, Rue des Epouses.

Kanton Solothurn — Canton de Soleure — Cantone di Soletta

Bureau Olten.

1892. 26. Dezember. Inhaberin der Firma **Wwe Georg Altermatt** in Olten ist Frau Agnes Altermatt geb. Hofstetter, Georg Altermatt sel. Wittve, von Niederuchstein, in Olten. Natur des seit Jahren bestehenden Geschäftes: Handlung in Droguerien und Kolonialwaren.

26. Dezember. Unter der Firma **Berger u. von Aesch** in Nd. Gösigen haben Jakob Berger von Fahrni bei Steffisburg (Kt. Bern) in Nd. Gösigen und Gottfried von Aesch von Grossaffoltern, in Wangen (a. d. Aare) eine Kollektivgesellschaft eingegangen. Beginn 4. Dezember 1892. Natur des Geschäftes: Manufaktur- und Kolonialwarenhandlung.

Bureau Stadt Solothurn.

26. Dezember. Die Firma **Victor Heutschi** in Solothurn (S. H. A. B. 1891 Nr. 402, pag. 418) ist in Folge Verzichtes des Inhabers erloschen.

Victor Heutschi von Balsthal in Solothurn und Jakob Etterlin von Muri, Ct. Aargau, in Solothurn, haben unter der Firma **Heutschi & Etterlin**, in Solothurn eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit 1. Januar 1893 ihren Anfang nimmt. Die neue Firma Heutschi & Etterlin übernimmt Aktiven und Passiven der erloschenen Firma Victor Heutschi. Natur des Geschäftes: Colonialwaren-, Comestibles- und Agenturgeschäft. Geschäftslokal: Markt-platz Nr. 23 und Schaalgasse Nr. 15.

Basel-Stadt — Bâle-ville — Basilea-Città

1892. 27. Dezember. Die Firma **D. Woringen** in Basel (S. H. A. B. Nr. 2 vom 8. Januar 1887, pag. 12) wird in Folge Wegzuges des Inhabers von Amteswegen gestrichen.

27. Dezember. Die Aktiengesellschaft unter der Firma **Basler Löwenbräu** in Basel (S. H. A. B. Nr. 161 vom 24. Juli 1891, pag. 654, und Nr. 225 vom 25. November 1891, pag. 912) hat in ihrer ordentlichen Generalversammlung vom 15. Dezember 1892 ihre Geschäftsstatuten abgeändert. Diese Änderungen berühren die im Schweizerischen Handelsamtsblatte vom 24. Juli 1891 publizierten Tatsachen nicht. In der gleichen Generalversammlung wurde als weiteres Mitglied des Verwaltungsrathes gewählt Ferdinand Rüsch-Burckhardt, welcher kollektiv mit einem der bisher zur Unterschrift berechtigten Mitglieder des Verwaltungsrathes rechtsverbindlich für die Gesellschaft zeichnet.

Kanton Aargau — Canton d'Argovie — Cantone d'Argovia

Bezirk Baden.

1892. 27. Dezember. Die Firma **Jacob Lang** in Baden (S. H. A. B. 1883, pag. 223) ist wegen Wegzuges seit mehr als einem Jahre von Amteswegen gestrichen worden.

Bezirk Bremgarten.

27. Dezember. Max Meyer und Simon Meyer, beide von Lengnau, in Bremgarten, sind zusammen unter der Firma **Gebrüder Meyer (Meyer freres)** in Bremgarten eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche mit 1. Januar 1893 ihren Anfang nimmt. Natur des Geschäftes: Kleider- und Hemdenfabrik, Manufakturwaren en gros.

Bezirk Lenzburg.

27. Dezember. Aus der Kollektivgesellschaft unter der Firma **Holliger-Widmer** in Boniswyl (S. H. A. B. 1883, pag. 95) ist Daniel Holliger-Widmer von und in Boniswyl ausgeschieden, in Folge dessen diese Firma erloschen ist. Der übrige Gesellschafter Rudolf Holliger-Walti, Sohn, von und in Boniswyl, wird unter der Firma **Holliger-Walti** in Boniswyl mit Uebernahme der Aktiven und Passiven das Geschäft (Weinhandlung) in gleicher Weise wie bis anhin weiterführen.

Bezirk Zofingen.

26. Dezember. Die von der Firma **Gebrüder Bethge** in Zofingen (S. H. A. B. 1890, pag. 139) an Carl Bethge ertheilte Procura ist in Folge Austrittes aus dem Geschäft und Gründung einer eigenen Firma erloschen. Die Garn- und Stückbleicherei geht an die neue Firma Carl Bethge in Zofingen über.

26. Dezember. Inhaber der Firma **Carl Bethge** in Zofingen ist Carl Bethge von Wädenswil, in Zofingen, bisheriger Prokurist der Firma «Gebrüder Bethge» in Zofingen. Derselbe hat die bis dato von letztgenannter Firma betriebene Garn- und Stückbleicherei übernommen und führt dieselbe in gleicher Weise wie bis anhin fort.

27. Dezember. Der Inhaber der Firma **Pfaendler & Co** in Aarburg (S. H. A. B. 1883, pag. 145), nämlich Eduard Pfaendler von Plawyl, in Aarburg, ist mit Emil Pfaendler von Plawyl, in Olten, eine Kommanditgesellschaft eingegangen, welche mit dem 1. Januar 1893 ihren Anfang nimmt. Die Kommanditeinlage des Emil Pfaendler als Kommanditär beträgt Fr. 10.000. Das Geschäft wird unter der gleichen Firma und in gleicher Weise wie früher fortgeführt. Die neue Kommanditgesellschaft übernimmt die Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma gleichen Namens.

Kanton Waadt — Canton de Vaud — Cantone di Vaud

Bureau de Cossonay.

1892. 26. décembre. Gustave Badan de Sullens domicilié à Cuarnens fait inscrire qu'il est le chef de la raison **G. Badan** à Cuarnens. Genre de commerce: Epicerie, mercerie, poterie, fers, cigares, tabacs, verrerie etc.

Bureau de Morges.

26. décembre. Sous la raison sociale de **Société de laiterie de Villars-Sainte-Croix**, il a été formé, le 17 décembre 1891, une association ayant pour but la mise en commun du lait des vaches des sociétaires pour sa vente en nature ou, cas échéant, sa fabrication en ses produits divers. Son siège est à Villars-Sainte-Croix; sa durée est illimitée. Le fonds social se compose des immeubles que la société possède dans la commune de Villars-Sainte-Croix et des meubles servant à l'exploitation de la fromagerie. Les sociétaires sont co-propriétaires des biens de la société et en cette qualité débiteurs collectifs et solidaires de toutes les dettes actuelles ainsi que de celles qui pourraient être créées par la suite. Il pourra en tout temps être reçu de nouveaux membres de l'association. Pour être admis, il faut une décision de l'assemblée générale prise au scrutin secret et à la majorité absolue du nombre total des sociétaires, et payer la finance d'entrée fixée. Tant que la société n'aura pas voté sa dissolution, tout sociétaire pourra se retirer à la fin d'un exercice annuel, moyennant une demande écrite adressée au président au moins un mois à l'avance. Il sera payé une indemnité au membre qui renonce, suivant le cas. Les enfants, fils ou filles légitimes succèdent à leurs parents; tant que dure l'indivision, l'hoirie est représentée par un de ses membres. Lors du partage, l'un de ces derniers deviendra seul sociétaire. L'assemblée générale peut aussi, dans les cas prévus, prononcer la suspension ou l'exclusion d'un sociétaire, suivant une décision spéciale. L'assemblée générale se compose de tous les sociétaires; elle ne peut valablement délibérer que lorsque la moitié au moins de ses membres sont présents. Elle prend ses décisions et fait ses nominations à la majorité absolue des membres présents; toutefois, une majorité des deux tiers des sociétaires est nécessaire pour modifier les statuts, pour voter la suspension ou l'exclusion d'un membre et pour prononcer la dissolution de la société. La société est administrée par un comité composé de cinq membres, savoir d'un président, d'un secrétaire, d'un caissier et de deux autres membres. Le président et le secrétaire signent tous les actes de la société et obligent seuls cette dernière par leur signature collective vis-à-vis des tiers. Les membres du comité sont: Louis Pache, président; Henri Cuérel, secrétaire; Jules-Marc Cuérel, caissier; Henri Moraz et Constant Cuérel, membres.

26. décembre. La raison **J. L. Thury et fils**, à Morges (F. o. s. du c. de 1883, page 78), est dissoute et cesse d'exister à dater du 31 décembre 1892.

Susanne née Perret, veuve de Jean-Louis Thury, et son fils François Thury, les deux d'Etoy, domiciliés à Morges, ont constitué à Morges une société en nom collectif sous la raison sociale **Vve Thury et fils**, commençant le 1er janvier 1893. Cette nouvelle maison reprend l'actif et le passif de la raison J. L. Thury et fils.

Bureau de Rolle.

26. décembre. Le chef de la maison **G. Treichler**, à Rolle, est Gustave-Jacques Treichler de Richterschwyl, domicilié à Rolle. Genre de commerce: Courtage en vins du pays et représentation. Bureau: A Rolle, 27, Grand'Rue.

Bureau de Vevey.

26. décembre. La raison **Charles Bezençon**, à Montreux (F. o. s. du c. du 9 avril 1883, n° 51, page 395), cesse d'exister à partir du 31 décembre 1892.

Kanton Neuchâtel — Canton de Neuchâtel — Cantone di Neuchâtel

Bureau de Locle.

1892. 26. décembre. Louis Addor, de Vuilleboeuf, domicilié à Locle, et ses deux enfants: Emma et Paul Addor, domiciliés aussi à Locle, ont constitué entre eux à Locle dès le 4 novembre dernier une société en nom collectif sous la raison sociale **Paul Addor et Co**. Genre de commerce: Dorage et nickelage de mouvements d'horlogerie. Bureaux et ateliers: Rue des Envers n° 357 à Locle.

Bureau de Môtiers (district du Val-de-Travers)

26. décembre. La société en nom collectif **Almen et Kopp**, à Fleurier (F. o. s. du c. du 31 janvier 1883, II, n° 11, page 79), est dissoute par suite du décès du citoyen François Kopp, l'un des associés.

Le citoyen Jean-Frédéric dit Fritz von Almen de Lauterbrunnen (canton de Berne), domicilié à Fleurier, reprend l'actif et le passif de l'ancienne maison von Almen & Kopp, sous son nom personnel **J. F. von Almen**. Genre de commerce: Fabrique d'extrait d'absinthe et liqueurs. Bureaux: 6, Rue des Moulins, à Fleurier.

Kanton Genéve — Canton de Genève — Cantone di Ginevra

1892. 26. décembre. La société en nom collectif **Combet & Co**, à Genève, monteurs de boîtes, dont l'entrée en liquidation a été publiée dans la F. o. s. du c. du 26 janvier 1886, n° 7, page 47, est radiée ensuite de la clôture de cette liquidation dès le 31 décembre 1886.

26. décembre. Le chef de la maison **J. Maurial**, à Plainpalais, commencée en janvier 1892, est Jean-Marie Maurial de Toulouse (France), domicilié à

Eidg. Amt für geistiges Eigenthum. — Bureau fédéral de la propriété intellectuelle.

Marken. — Marques.

Eintragung. — Enregistrement.

29 décembre 1892, 8 heures avant-midi.
No 6186.

J. Kaeser, négociant,
Fribourg (Suisse).



Lessive (Fettlaugenmehl).

PUBLICATION
concernant

les expéditions provisoires des marchandises d'origine française.

a. Mouvements des entrepôts.

Les marchandises entreposées qui seront déclarées pour l'importation dès le 1^{er} janvier 1893 sont passibles des taux du tarif différentiel.

b. Mouvement avec acquits à caution.

Il ne sera apporté aucun changement au dépôt effectué en garantie d'acquits à caution à un mois délivrés avant le 1^{er} janvier 1893.

Les marchandises expédiées sous plomb et avec acquit à caution à 2 mois seront passibles après le 1^{er} janvier 1893 des droits d'entrée prévus dans le nouveau tarif.

Les détenteurs d'acquits à caution à un an pour des marchandises qui seront passibles, après le 1^{er} janvier, de droits relevés devront présenter jusqu'au 10 janvier 1893 ces acquits à caution au bureau de douanes qui les a délivrés en déclarant si, et pour quelle quantité des marchandises restant sur l'acquit à caution, ils veulent garantir les droits relevés et pour quelle quantité ils demandent l'acquiescement pour l'entrée à l'ancien taux.

Le bureau de douanes déchargera l'acquit à caution de la quantité déclarée pour l'importation et délivrera pour le solde de l'acquit à caution, déduction faite des décharges partielles déjà opérées, un nouvel acquit à caution pour lequel le taux du tarif différentiel devra être garanti, et dont l'échéance sera la même que celle de l'ancien acquit à caution.

Les bureaux de douanes passeront sans autre en recettes les montants de droits dus par les acquits à caution qui ne leur auront pas encore été présentés le 11 janvier.

c. Les dépôts effectués en garantie de passavants ne subiront pas de changement.

Après le 1^{er} janvier 1893 on n'admettra à l'expédition sur les entrepôts fédéraux ou avec acquits à caution à un an que les marchandises d'origine françaises pour lesquelles une substitution est absolument impossible, c'est-à-dire celles seulement qui peuvent être plombées ou munies d'un sceau de douanes. Toutes les marchandises françaises pour lesquelles l'apposition de ces signes de reconnaissance n'est pas possible sont exclues du mouvement des entrepôts.

Berne, le 29 décembre 1892. Département fédérale des douanes.

Nichtamtlicher Theil. — Partie non officielle.

Zollbehandlung französischer Waaren.

Das Supplement vom 23. Dezember mit einigen Berichtigungen legen wir unserer heutigen Nummer nochmals bei.

Dédouanement des marchandises françaises.

Nous joignons de nouveau au numéro de ce jour notre supplément du 28 courant, auquel nous avons apporté quelques rectifications.

Verschiedenes. — Divers.

Schuldbetreibung und Konkurs. Der Bundesrath hat in seiner Sitzung vom 24. d. M., gestützt auf Art. 15, Absatz 3 des Bundesgesetzes über Schuldbetreibung und Konkurs vom 11. April 1889, folgendes Reglement erlassen:

1) Die kantonalen Aufsichtsbehörden für Schuldbetreibung und Konkurs haben sich in allen den Fällen, in denen sie als solche handeln, auch ausdrücklich als solche zu bezeichnen. sei es, dass sie den Titel einer «Aufsichtsbehörde für Schuldbetreibung und Konkurs des Kantons» annehmen, sei es, dass sie ihrem sonstigen Amtstitel den Zusatz beifügen: «als kantonale Aufsichtsbehörde für Schuldbetreibung und Konkurs». 2) Wird eine Beschwerde bei einer dem Grade nach nicht zuständigen Aufsichtsinstanz, z. B. bei der kantonalen statt bei der untern Aufsichtsbehörde angebracht, so ist sie von Amteswegen an die richtige Instanz überzuleiten. Das Datum der Einreichung der Beschwerde bei der irrtümlich angegangenen Instanz gilt als Datum der Beschwerdeführung. 3) Beschwerden an den Bundesrath sind bei der kantonalen Aufsichtsbehörde, gegen deren Entscheid sie ergriffen werden, einzureichen. Die kantonale Aufsichtsbehörde stellt das Datum der Beschwerdeführung fest und übermittelt die Beschwerdeschrift dem Bundesrath mit den bei ihr liegenden Akten, nebst ihrer Vernehmung, wenn sie eine solche für nöthig erachtet, und der Vernehmung der Gegenpartei, falls ausnahmsweise die Einholung einer solchen geboten erscheint. 4) Von dem Entscheid einer kantonalen Aufsichtsbehörde sind mindestens die Dispositive den Parteien schriftlich mitzuthellen. Ist der Entscheid motivirt, so soll gleichzeitig mitgetheilt werden, bei welcher Amtsstelle von den Motiven Einsicht genommen werden kann und dass bei dieser Ab-schriften des ganzen Entscheides zum Preise von 30 Rp. per Folioseite (Tarif Ziffer 5) erhältlich sind. Für den Beginn des Fristenlaufes ist das Datum der Zustellung der schriftlichen Mittheilung des Dispositivs massgebend.

Poursuite pour dettes et de faillite. En vertu de l'article 15, alinéa 3, de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, du 11 avril 1889, le conseil fédéral, dans sa séance du 24 de ce mois, a adopté le règlement suivant:

1^o Les autorités cantonales de surveillance en matière de poursuite pour dettes et de faillite ont, dans chaque cas où elles sont appelées à intervenir en cette qualité, à se désigner expressément comme telles, soit en prenant la qualification: «Autorité de surveillance des offices de poursuite pour dettes et de faillite du canton de», soit en ajoutant à leur titre usuel la mention: «Statuant comme autorité cantonale de surveillance en matière de poursuite pour dettes et de faillite». 2^o Tout recours adressé à l'autorité de surveillance non compétente en l'état, à l'autorité cantonale, par exemple, au lieu de l'autorité inférieure de surveillance, doit être transmis d'office, à l'autorité compétente. Le recours date du jour où il a été adressé à l'autorité incompétente. 3^o Les recours au conseil fédéral sont adressés, par les recourants, aux autorités cantonales de surveillance contre les décisions desquelles ils sont dirigés. L'autorité cantonale de surveillance fixe la date du recours et le transmet au conseil fédéral avec les pièces au dossier; elle y joint si elle l'estime nécessaire, ses observations ou exceptionnellement, s'il y a lieu, celles de la partie adverse. 4^o Toute décision de l'autorité cantonale de surveillance est communiquée, par écrit, aux parties, au moins dans son dispositif. Si la décision est motivée, on indiquera auprès de quelle autorité on peut prendre connaissance des motifs. Les parties seront, en même temps, avisées qu'elles peuvent requérir des copies de la décision complète au prix de 30 centimes la page in-folio (tarif des frais applicable à la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, article 5).

Ausländische Banken.

Deutsche Reichsbank.

	15. Dezember.	23. Dezember.	15. Dezember.	23. Dezember.
	Mark.	Mark.	Mark.	Mark.
Metallbestand	871,936,000	861,750,000	Noten-Circul.	954,170,000 1,020,897,000
Wechsel-Portefolio	552,467,000	557,755,000	Kurzf. Schulden	453,193,000 439,367,000

Insertionspreis:
Die halbe Spaltenbreite 30 Cts.,
die ganze Spaltenbreite 50 Cts. per Zeile.

Privat-Anzeigen — Annonces non officielles.

Prix d'insertion:
30 cts. la petite ligne,
50 cts. la ligne de la largeur d'une colonne

Aktiengesellschaft „Patent Leinwather“

in Basel.

Einladung

zur

ersten ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf

Freitag, den 6. Januar 1893, Vormittags 10 Uhr,
am Sitze der Gesellschaft in Basel, Theaterstrasse Nr. 22.

Traktanden:

- 1) Zeichnung und Einzahlung des Grundkapitals
- 2) Wahl der Kontrollstelle.

Basel, den 28. Dezember 1892.
(589^o)

Der Verwaltungsrath.

Office des faillites de Genève.

A remettre.

L'entrepôt frigorifique de Rive, situé à Genève à la Halle de Rive, avec son installation complète, machine à glace, machine dynamo, etc., etc.
Pour tous renseignements et pour visiter, s'adresser à M. Challet-Venel, directeur de la Société du Port-Franc, Cours de Rive 15, de 11 heures à midi ou de 4 à 5 heures du soir. (586^o)
Les offres seront reçues à l'Office des faillites jusqu'au 15 janvier 1893.

Aktiengesellschaft „Patent Leinwather“

in Basel.

Einladung

zur

ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf

Freitag, den 6. Januar 1893, Vormittags 11 Uhr,
am Sitze der Gesellschaft in Basel, Theaterstrasse Nr. 22.

Traktanden:

- 1) Beschlussfassung über die Einlagen und Ausweisung derselben nach Art. 8 der Statuten.
- 2) Beschlussfassung über Erwerbung der weiteren Patente.
- 3) Beschlussfassung über Erhöhung des Aktienkapitals.

Basel, den 28. Dezember 1892.
(588^o)

Der Verwaltungsrath.

Fabrikation und Spezialität.

Coupir- und Plombirzangen, Plomben, Perforirmaschinen, Billeddatumpressen, Numeroteurs, Siegel-, Datum- und Firmastempel, Brenneisen, Waggon-schlüssel, Firmenschilder (Affichen), Hydranten- und Strassentafeln, Hausnummern, Kilometer-, Hektometer- und Gradiententafeln mit massiver, erhabener Schrift, gegossen, emailirt oder gepresst. — Diplom Zürich 1883, Medaille Paris 1889.
H. Isler, mechanische Werkstätte und Gravarinstalt, Winterthur. (489^o)